

Contre le budget anti-social Centre, droite PS et RN : la lutte des classes unie et résolue est la seule voie.

Le Premier ministre vient une nouvelle fois d'échapper à la censure après le vote du budget de la « Sécu » à coup de 49.3. La motion de censure déposée par LFI n'a pas recueilli les voix suffisantes, cette dernière ne recueillant que 121 voix, sur les 289 nécessaires conduisant ainsi à l'adoption automatique du projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) par l'Assemblée. Ce même budget avait fait chuter Michel Barnier en décembre ! Pas étonnant que près de huit Français sur dix (78%) jugent la situation institutionnelle actuelle "grave", selon le baromètre annuel du Cevipof sur la confiance politique. Le rejet de la politique de Macron et du capital est de plus en plus grand. 60% des Français se disent mécontents du président de la République, 68% des Français estiment que "la démocratie ne fonctionne pas bien". Seulement 18% des Français estiment que leur avis est "pris en compte" par les responsables politiques ! 37% des Français éprouvent d'abord de la "méfiance". Il y a de quoi : *Pour ne pas être censuré par le Parti socialiste, [François Bayrou avait renoncé à son projet de supprimer 4.000 postes](#). Parents et enseignants découvrent la réalité de la prochaine rentrée, des milliers de suppressions de postes dans les écoles a été communiqué pour tout le pays. Les manifestations se multiplient pour protester contre les fermetures de classes annoncées. Oui celles et ceux qui brandissent les banderoles « école en danger » et descendent dans la rue pour faire bouger les choses ont mille fois raison.

*Ce jeudi 13 février, un an et demi après les émeutes consécutives à la mort de Nahel, l'Assemblée nationale a voté la proposition de loi de Gabriel Attal voulant rétablir l'autorité de la justice des mineurs en rendant notamment possible la comparution immédiate des mineurs délinquants. Une mesure à laquelle s'opposent les juges et les éducateurs. La loi contre la délinquance comporte toutes [les vieilles ficelles réactionnaires](#) : fin de l'excuse de minorité, comparution immédiate à partir de 16 ans, sanctions des parents... Aucune de ces mesures ne fera régresser la délinquance, mais ce n'est pas le but de ces politiciens qui en font la promotion. Pointer du doigt les jeunes et les parents sert à faire oublier la responsabilité du gouvernement qui diminue les moyens consacrés à l'éducation. Partout le constat des parents est le même les enseignants ne sont pas assez nombreux pour pouvoir travailler, avoir le temps nécessaire pour se consacrer à chaque élève.

*Un milliard de coupes budgétaires pour l'enseignement supérieur, la mobilisation des chercheurs et des étudiants prend peu à peu de l'ampleur. Les actions doivent servir de point d'appui pour [élargir la mobilisation](#) et organiser une riposte d'ampleur qui ne se contente pas de sauver l'université telle qu'elle est actuellement mais doit être l'occasion de revendiquer bien plus. Le ministère des Armées s'est vu doté de 3,3 milliards d'euros supplémentaires au sein du budget 2025 tandis que l'ensemble des services publics ne se sont vu offrir que des coups de rabots.

*Dimanche 9 février, Emmanuel Macron annonçait en grande pompe l'entrée de la France dans la « course » à l'intelligence artificielle. 109 milliards d'euros d'investissement annoncés et qui ne semble pas faire grand cas de l'austérité à 50 milliard imposée à coups de 49-3. Tout est un prétexte pour arroser les capitalistes d'argent public. Les profits des multinationales, des banques et des entreprises explosent, sans aucun impact sur les salaires, la stabilité de l'emploi, les retraites ou la réduction des inégalités. La désindustrialisation se poursuit, voire s'accélère. Le travail précaire et le chômage se substituent de plus en plus au travail stable et décent.

Toutes ces luttes ne peuvent que se développer au regard des coups qui sont portés, le peuple rejette de plus en plus fort la politique menée. 45 % pensent que "ce n'est pas avec les élections qu'on peut changer les choses". Les travailleurs et leurs syndicats d'entreprise organisent, coordonnent leurs luttes, elles se multiplient, touchent aussi des professions entières comme dans les hôpitaux, l'enseignement, les collectivités territoriales, la justice, l'université etc... Pendant que les centrales syndicales continuent le choix politique du « dialogue social » avec le Medef et le gouvernement. [La lutte de classe, c'est ce que Macron et le capital craignent](#). Ils savent que les

travailleurs, le peuple, sont le nombre. La lutte unie, résolue est la seule voie qui les fera reculer comme elle a fait reculer leurs prédécesseurs. Pour faire reculer Macron et le capital, il faut cette lutte de plus en plus fort, tous ensemble. Il faut aussi, la lutte politique contre le capitalisme pour un changement de société.

Le mécontentement est profond, les luttes nombreuses, le rejet de la politique et massif. Face à la casse sociale, pas de conciliation avec les intérêts des grands patrons : nous avons besoin d'une mobilisation puissante liant les luttes en cours, revendiquant l'interdiction des licenciements et non comme le fait le secrétaire national du PCF tendant la main au patronat en implorant un retour des investissements dans l'industrie française en dénonçant les taux « *usuriers* » des prêts accordés par l'Etat. La solution proposée par Fabien Roussel sort tout droit du cahier de revendications du MEDEF : « *le prêt à taux zéro, voir à taux négatifs* ». Fabien Roussel ne propose aucune lutte et oublie de nommer les responsables et leurs profits. Arguant que de toute manière : « *on ne pourra jamais tout nationaliser et ce n'est pas la solution pour toutes les entreprises* » ! Cela en dit long de la dérive sociale démocrate de ce parti.

La propriété des moyens de production et d'échange doit revenir au peuple et être gérée pour la satisfaction des besoins sociaux. Pour changer de politique, il faut arracher aux capitalistes les moyens économiques, financiers, prendre le pouvoir politique. Nous revendiquons l'expropriation, sans indemnisation, et la mise sous contrôle des travailleurs des entreprises qui ferment et licencient!

Notre Parti révolutionnaire combat le capitalisme, appelle et participe aux luttes sociales. Il mène la lutte politique contre le capitalisme, appelle à la développer avec persévérance jusqu'à l'abattre afin de construire une société socialiste au service du peuple.